

## Édito **Menace sur la démocratie, sur les libertés syndicales**

Rentrée sociale La réforme des retraites qui s'applique depuis le 1<sup>er</sup> septembre est toujours aussi injuste, brutale, injustifiée et impopulaire. Après le passage en force de cette réforme des retraites, le pouvoir d'achat et l'augmentation des salaires, des pensions et des minima sociaux sont toujours les revendications prioritaires pour le monde du travail.

Hôpitaux, petite enfance, aide à l'autonomie, travail social, écoles, enseignement supérieur, recherche... nos services publics sont à l'agonie. Alimentation, loyer, énergie, transports : tout augmente sauf les salaires. Pendant ce temps, les grandes entreprises continuent de multiplier leurs profits sans rien lâcher en contrepartie.

Le PLF (Projet de Loi de Finances) et le PLFSS (Projet de Loi de Finances de la Sécurité Sociale) en cours de préparation ne laisse rien présager de bon. « On aura à recourir, certainement cet automne, à des 49.3 » a déclaré Borne sur RTL !

Alors que la réforme des retraites est en place depuis le 1<sup>er</sup> septembre, 5 jours après une vague sans précédent de procédures disciplinaires, policières ou judiciaires s'abat sur des salariés et militants syndicaux de la CGT ayant mené une lutte féroce contre la réforme des retraites. Une étape est franchie en convoquant devant les gendarmes un dirigeant confédéral de la CGT. Ils sont 1000 sous la menace de licenciement, de sanctions disciplinaires ou de poursuites judiciaires. Les organisations syndicales européennes alertent sur ces dérives et dénoncent cette politique d'intimidation, cette criminalisation du syndicalisme et apportent leur soutien aux camarades français, en se rassemblant devant l'ambassade de France à Bruxelles. La CGT est un point de résistance face au rouleau compresseur néolibéral.

Rentrée scolaire : hausse de 11,30 % du coût des fournitures scolaires pour 2023 par rapport à 2022 déjà en hausse de 6 % selon une étude de la Confédération syndicale des familles. Les vêtements et l'équipement sportif + 12 %, la papeterie + 25 %. Le montant de l'Allocation de rentrée scolaire revalorisé de 5,6 % nettement insuffisant toujours selon CSF et la FCPE qui, elle, demande une revalorisation de 10 %.

AGIRC-ARRCO les négociations se poursuivent et le gouvernement continue toujours de lorgner sur les réserves et ne lâche rien.

Pour nous CGT tout d'abord garantir le niveau des futures retraites par rapport aux salaires de fin de carrière ainsi qu'une augmentation du pouvoir d'achat des pensions à parité avec

celle des salaires. Cela implique de mettre un terme à la baisse du rendement de la cotisation. Pour mémoire, en 1993, 100 € de cotisations ouvraient droit à :

- ▶ 11,94 € de pension pour l'AGIRC
- ▶ 11,17 € de pension pour l'ARRCO
- ▶ Aujourd'hui 7,43 € ! Soit une baisse de 40 %

Les réserves instituées en 2019 obligent le régime des AGIRC ARRCO à détenir en réserve un minimum de 6 mois de réserves d'allocation sur une période glissée de 15 ans quitte à réduire continuellement le niveau des futures pensions et le pouvoir d'achat des retraités. Mais jusqu'à quand ?

L'inflation de + 6,5 % par rapport à septembre 2022. Achats en grande surface + 12,8 %, alimentaire + 15 %, électricité + 27 %, essence + 29 %, santé-social + 7 %.

Le gouvernement voudrait autoriser à partir de décembre les stations services à vendre le carburant à perte pendant 6 mois ! Une pirouette pour faire supporter par les fournisseurs une aide automobile, plutôt que de réduire ses taxes qui s'élèvent autour de 53 % ! Au cours de leur audition à l'Assemblée nationale le 20 septembre les pétroliers ont renvoyé Borne dans ses cordes, refus total !

Le 13 octobre en France et en Europe, une lutte à l'échelle européenne, car les politiques d'austérité sont imposées par Bruxelles. C'est le sens de la journée de mobilisation du 13 octobre, à l'appel de la Confédération européenne des syndicats, dans laquelle s'inscrit l'intersyndicale française.

**13 octobre journée de mobilisations et de manifestations contre l'austérité, pour l'augmentation des salaires, des retraites et l'égalité homme-femme.**

Secrétariat du syndicat

LES DROITS DES TRAVAILLEURS SONT  
MUSELÉS!!!





## ► Contre la fermeture des urgences et du SMUR de l'hôpital de Vienne

Nous avons appris la fermeture des urgences et du SMUR de l'hôpital de Vienne.

Qui va alors prendre en charge les urgences vitales dans un bassin de vie aussi vaste que l'Isère rhodanienne ?

Alors que le désert médical ne cesse de s'accroître, que bon nombre de citoyens ne parviennent plus à accéder à un médecin généraliste, que les spécialistes se font de plus en plus rares, que les urgences vitales ne pourront plus être prises en charge à moins d'une demi-heure de toutes habitations, nous ne pouvons que faire le constat d'une perte de chance face aux enjeux de santé...

### QUI MET EN DANGER LA VIE D'AUTRUI ?

Les politiques de ces 40 dernières années ont complètement détruit notre système de santé, le mettant à l'os, notre hôpital

se meurt sous couvert d'un État qui ne répond plus à ses obligations constitutionnelles : garantir l'accès à la santé pour tous...

Il est grand temps que cela change, l'intersyndicale de l'hôpital de Vienne a organisé un rassemblement sur le parvis de l'hôpital lundi 18 septembre matin à 10h pour défendre notre hôpital public, nos services d'urgence et exiger une politique de santé au service de tous...

La défense de l'hôpital public est de la responsabilité de chacun, soignants, salariés du privé et du public, usagers, actifs, retraités, précaires et privés d'emploi tous au chevet de notre hôpital Public...

## Actions

**13 octobre appel national de l'intersyndicale, une manifestation sera organisée sur la localité.**

**Rassemblement sur la place de la République à Roussillon, départ à 10 heures en manifestation jusqu'au Péage et retour sur la place de Roussillon. Cette action doit faire entendre notre mécontentement pour nos revendications CGT, augmentations des salaires, des pensions, égalité salaire femmes hommes, etc...**

**Cette journée marque normalement la fin des négociations des retraites complémentaires ARRCO AGIRC, avec toujours la menace du gouvernement de mettre la main sur la réserve de plus de 69 milliards d'euros, ( de réserve obligatoire) en prélevant 3 milliards annuellement.**

**Le 24 octobre appel des organisations de retraités à manifester pour le relèvement de nos pensions qui malgré une inflation galopante n'ont pas été augmentées en 2023, plongeant ainsi des milliers de retraité(e)s dans la précarité, faisant exploser les demandes d'aides alimentaires auprès des associations caritatives. Nous laissons faire ou nous participons nombreux à ces actions ?**

**Sans être pessimiste le peu de personnes mobilisées pour les libertés syndicales le 6 septembre devant la centrale EDF ou pire le 18 septembre devant l'hôpital de Vienne pour essayer de sauver les urgences, de sauver l'hôpital tout court, 15 camarades de notre territoire ! Cela est-il suffisant ? Soit on laisse Macron continuer la casse des services publics soit on se révolte !**

**Alors, rendez vous nombreux le 13 octobre !**

# Mobilisation pour le respect des libertés syndicales

À l'occasion de la convocation d'un dirigeant national de la CGT après une coupure de courant pendant le mouvement contre la réforme des retraites, la CGT dénonce une vague de « répression syndicale ».

Mercredi 6 septembre à 8h, Sébastien Menesplier, secrétaire général de la FNME et membre du Bureau confédéral était convoqué à la suite de la coupure d'électricité à Annonay dans la ville du ministre du Travail lors de la lutte contre la réforme des retraites. Lors de sa prise de parole, Sébastien Menesplier a expliqué que :

« Notre fédération dérange car on porte une autre politique que celle des néolibéraux. On a besoin d'être entendu(es) et que les citoyen(ne)s viennent à nos côtés pour dire que demain, on peut bousculer les choses ensemble ». « Quand un militant de la CGT est attaqué, c'est toute la CGT qui est visée ».

Le slogan syndical a pris vie mercredi 6 septembre devant la gendarmerie de Montmorency dans le Val d'Oise ou plus d'un millier

de militants étaient rassemblés et dans toute la France comme à Sète dans l'Hérault ou encore devant la CADAM de Nice, à la centrale de Saint-Alban. Au delà des frontières, la Confédération Européenne des syndicats a apporté son soutien en organisant un rassemblement à Bruxelles devant le consulat Français par solidarité avec le dirigeant de la CGT et pour défendre notamment le droit de grève en France.

**Cette convocation est un symbole de la répression syndicale qui s'abat sur les militants. La CGT recense plus de 1 000 camarades sous la menace de licenciements, de sanctions disciplinaires, de convocations ou de poursuites judiciaires. La lutte continue dès ce vendredi à Niort, avec une mobilisation en soutien à David Bodin, secrétaire général de l'Union Départementale des Deux-Sèvres qui sera jugé pour soupçons d'organisation de manifestation interdite pour des événements reprochés dans le cadre de notre lutte contre la privatisation de l'eau dans des Méga-Bassines.**

**Actions contre la répression syndicale : rassemblement devant la centrale EDF à Saint Alban-Saint Maurice l'Exil le 6 septembre 2023 à l'appel de l'UL CGT. En présence de deux secrétaires généraux unions départementales Isère et Ardèche, UL Annonay, UD du Rhône, les cheminots de Lyon. Une centaine de militants et militantes étaient présents.**



## Ils ont dit

« La pauvreté n'est pas naturelle, ce sont les hommes qui la créent et la tolèrent et ce sont les hommes qui la vaincront ».

Nelson Mandela

« C'est la résistance qui t'assure une carrière paisible et non la soumission. Si tu te soumetts, tu vas être obligé de t'incliner toujours plus bas ».

Marcel Trillat, journaliste et réalisateur



# ► Misère de l'hôpital

Pour illustrer cette misère, je vais vous décrire la situation dans mon service, le SAMU 93. Depuis des mois, nous manquons de tenues pour nous habiller et de

plus en plus de collègues ne remettent plus leurs effets dans le circuit de lingerie mais les conservent pour les nettoyer eux-mêmes à leur domicile. Ainsi, ils n'ont plus d'angoisse de se retrouver en difficulté lors de leur prise de poste et de perdre un temps précieux pour essayer de trouver une tenue de travail correcte.

En salle de régulation du SAMU-CENTRE 15, les assistants de régulation médicale et les médecins qui passent de nombreuses heures en position assise devant leur téléphone sont obligés de subir l'inconfort de fauteuils usés, voire cassés. Quant aux chambres de garde, il s'agit d'une honte en termes d'hygiène au sein d'un hôpital : ménage pas ou mal effectué, rideaux de douche déchirés, chasse d'eau des toilettes détraquées, etc.

Les premiers responsables identifiés par les personnels sont les cadres de proximité qui doivent encaisser leurs récriminations sans avoir les moyens d'y répondre car ils se retrouvent de fait entre le marteau et l'enclume face à une direction d'hôpital qui leur demande en permanence de faire des économies sur l'ensemble des dépenses.

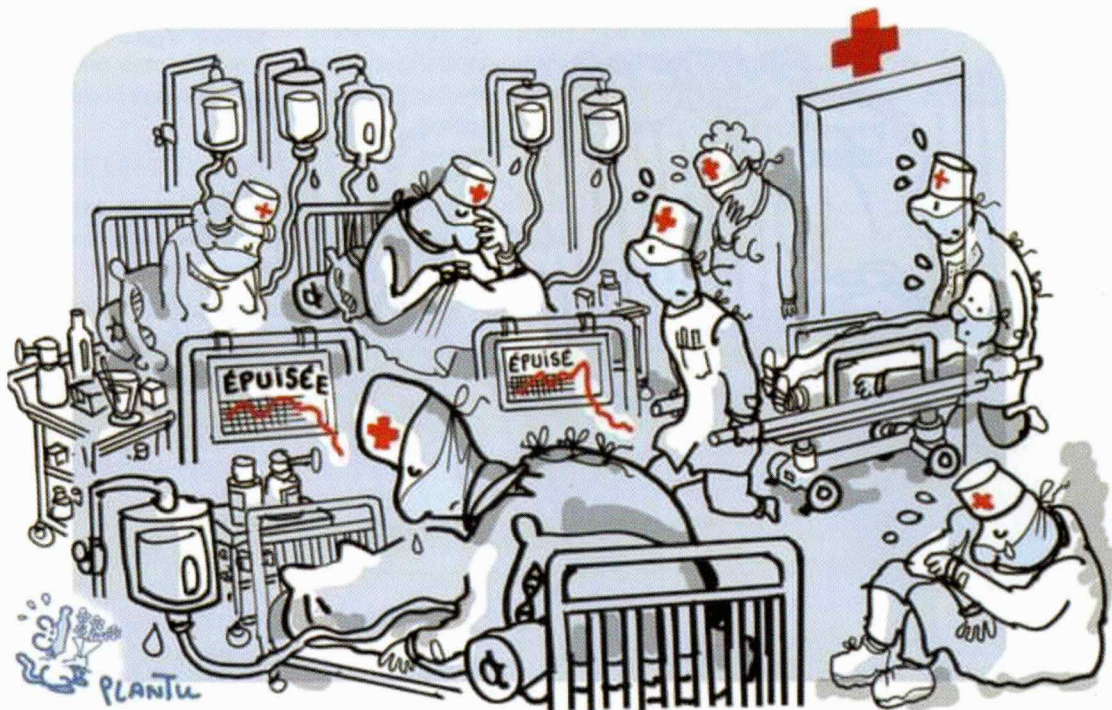
Cette situation est d'autant plus intolérable qu'E. Macron et le gouvernement ne peuvent maintenant plus nier les difficultés de l'hôpital mais se défaussent en l'attribuant au manque de personnel et rejettent la faute en particulier, en ce qui concerne les médecins, sur quotas de formation imposés par le numérus clausus depuis les années 1980.

Cela leur permet de s'exonérer de leurs responsabilités plus récentes liées aux mesures d'austérité et d'économies imposées d'année en année par les Lois de financement de la Sécurité sociale.

Elles imposent aux hôpitaux des réductions drastiques qui les poussent à rogner sur toutes les dépenses. La conséquence en est l'accumulation de difficultés au quotidien pour les personnels, déjà surchargés de travail du fait du manque d'effectif, et obligés de travailler dans des conditions matérielles dégradées. Il ne faut donc pas s'étonner si les démissions s'accroissent du fait notamment d'un sentiment de mépris ressenti par les hospitaliers qui hier encore étaient chaleureusement remerciés pour leur engagement lors de la crise COVID. Si nous avons été obligés de bricoler par manque de moyens lors de cette période, notamment en utilisant des sacs poubelles comme tenues de protection, il n'est plus acceptable que cette situation perdure au quotidien aujourd'hui. Ce qui est encore plus intolérable est qu'en plein été, alors que les hôpitaux n'arrivent pas à fonctionner normalement, le ministre des Finances annonce un nouveau plan d'économie dans le secteur de la santé, alors que les directeurs des hôpitaux réclament une hausse budgétaire minimale de 5% pour pouvoir simplement continuer à fonctionner face à la reprise de l'inflation.

**L'enjeu des semaines à venir est de se mobiliser pour refuser cette politique d'austérité pour les hôpitaux.**

par Dr Christophe Prudhomme,  
médecin urgentiste au SAMU 93



Votre correspondant :

Nom : \_\_\_\_\_

Tél. \_\_\_\_\_

La prochaine réunion de notre collectif aura lieu  
le 6 novembre 2023 à 8h45 précises  
au foyer Henri Barbusse.  
Présence indispensable.

Site internet : <http://retraite-cgt-roussillon.doomby.com>